



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 20/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC CHANTIERS 13**

7 rue Pascal  
93120 La Courneuve

Références : D-0730-AIX-2024  
Code AIOT : 0006405288

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement PAPREC CHANTIERS 13 implanté Rue Augustin Roux ZI de la Lauzière 13015 Marseille. L'inspection a été annoncée le 27/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC CHANTIERS 13
- Rue Augustin Roux ZI de la Lauzière 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006405288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement effectue le tri, transit, regroupement de déchets de chantiers.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Signalement d'émission de poussières par la mairie des 15ème/16ème arrondissement de Marseille
- Action régionale 2023 « centres de tri de déchets », pour partie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet "Poussières"	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, articles 3.1.4 – 3.1.4.2 - 3.2.2	Sans objet
4	Traçabilité des déchets - registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, articles 7.3.2 et 7.7.4	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	Sans objet
5	Traçabilité des déchets – Exutoire des refus de tri	Code de l'environnement du 28/03/2023, article L.541-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités relevées sur cinq points de contrôle, de gravité et enjeux modérés nécessitant toutefois une action corrective dans un délai déterminé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejet "Poussières"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, articles 3.1.4 – 3.1.4.2 - 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>3.1.4 Envols</u> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et régulièrement nettoyées ; - Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation, Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ; - Les véhicules entrant et sortant de l'installation sont équipés de bâches ou de filets ; - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ; - Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

#### 3.1.4.2 Déchargement

Le déchargement des déchets s'effectue exclusivement sur les quais de déchargement à l'intérieur du bâtiment de tri.

#### 3.2.2 Valeurs limites de rejet

Les rejets atmosphériques devront respecter les critères fixés en annexe 1 du présent arrêté.

Norme de référence: NF X 44 052

Concentration maximale (mg/Nm<sup>3</sup>): 100

Fréquence des mesures: annuelle

#### Constats :

Le déchargement des déchets ne s'effectue pas exclusivement sur les quais de déchargement à l'intérieur du bâtiment de tri : les "DIB" sont déchargés à l'extérieur du bâtiment, sur une dalle béton récemment aménagée, qui sera munie prochainement d'un auvent (1 147 m<sup>2</sup>). Les déchets (non dangereux, en mélange) seront de nouveau réceptionnés à l'abri.

Dossier de Porter à connaissance (régularisation) en cours de finalisation (dépôt prévu le 15 mai 2024).

Malgré la présence de deux brumisateurs fixes, il est noté l'émission notable de poussières par la chaîne de tri.

#### Observations :

Le dossier de Porter à connaissance a été déposé au Préfet en date du 06/08/2024.

Ladite dalle sera munie d'un auvent, l'émission diffuse de poussières liée au déchargement des déchets devrait être maîtrisée.

**Dès notification du présent rapport, l'exploitant indique à l'Inspection - sous 1 semaine - les mesures prises et prévues pour réduire les émissions diffuses de poussières, de la chaîne de tri des déchets notamment.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 - Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, articles 7.3.2 et 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

#### Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Et à minima, les moyens définis ci-après (AP 2006 - Article 7.7.4):

- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux où bouches d'incendie, pendant 2 heures,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Article 7.3.2 :

- la toiture des bâtiments abritant les installations doit être réalisée en éléments incombustibles. Cette toiture doit comporter, sur au moins 2% de sa surface, des éléments permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie.

ont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5% de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

**Constats :**

Le site dispose de :

- 4 poteaux incendie ;
- 8 robinets d'incendie armés (RIA) ;
- Une caméra thermique pour la dalle DIB extérieure et sous le bâtiment. Renvoi d'appel avec télésurveillance 24h/24.

Présence d'un gardien sur le site en dehors des heures d'ouverture.

RIA vérifiés par EUROFEU le 15/11/2023 et les extincteurs (locaux et véhicules) le 12/03/24.

Poteaux incendie vérifiés le 15/11/23 (Eurofeu), et l'éclairage de sécurité le 29/03/24.

Les caméras thermiques sont testées chaque mois en interne avec un système de radiant pour faire déclencher l'alarme. Cette vérification est ensuite enregistrée chaque mois dans la GMAO de l'agence et renvoyée au siège pour contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b> Aires distinctes et repérées, en fonction du type de déchet, avec plusieurs alvéoles : 1 : DEA (déchets d'éléments d'ameublement) 2 : verre 3 : bois A 4 : bois B 5 et 6 : carton et plastique 8 : plâtre/placo. 9 : plâtre/placo. avec PSE (polystyrène expansé) 10 : déchets verts
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Traçabilité des déchets - registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L.541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R.541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m <sup>3</sup> ;

<p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b> Déchets admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- code 17 09 04 : déchets <i>non dangereux</i> de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03 (déchets dangereux) ;</li> <li>- code 19 12 12 : autres déchets <i>non dangereux</i> (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 (déchets dangereux) ;</li> <li>- code 20 01 01 : papier et carton.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Dans le registre des déchets entrants, il manque parfois le code postal/adresse du producteur initial des déchets. <b>Dès notification du présent rapport, l'exploitant renseigne ces informations dans le registre "déchets".</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 5 : Traçabilité des déchets – Exutoire des refus de tri

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/03/2023, article L.541-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Exutoire des refus de tri</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p><b>Constats :</b> Les refus de tri (déchets non inertes "ultimes" selon Paprec) sont éliminés chez Valsud.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>